

La Belgique est le parent pauvre de l'administration en ligne

La Belgique est un des pays de l'UE les mieux adaptés au numérique. Mais son administration en ligne et le capital humain peuvent encore s'améliorer.

VINCENT GEORIS

Pas de panique, mais il est possible de faire mieux. La Belgique occupe la sixième place dans le classement numérique des 28 États de l'UE en 2017. Notre pays reste dans le groupe des plus avancés, mais il perd une place en un an. «Le recul de la Belgique est lié à la performance du Luxembourg qui remonte de plusieurs places en un an», explique un expert européen proche du dossier.

Chaque année depuis 2015, la Commission européenne publie l'indice relatif à l'économie et à la société numérique (Desi), un outil qui présente les performances des 28 États européens dans des domaines très divers, allant de la connectivité (rapidité des débits fixe et mobile) à la numérisation des entreprises et des services publics.

Les points forts de la Belgique sont la connectivité, un domaine dans lequel elle se classe troisième de l'UE, et l'intégration des technologies numériques par les entreprises (5^e). «Les lignes fixes ne posent aucun problème. Le haut débit rapide est disponible presque partout, dit cet expert, mais le haut débit mobile peut encore s'améliorer.» Les entreprises belges savent tirer profit du net pour

accroître leur chiffre d'affaires et partager l'information électronique.

Trop peu de diplômés

Le capital humain (11^e) peut encore s'améliorer. Huit Belges sur dix utilisent l'internet et plus de la moitié ont des compétences élémentaires. Mais le nombre de diplômés en sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (21^e) reste faible.

L'utilisation d'internet en Belgique (11^e) est à un niveau supérieur à la moyenne européenne. L'an passé, les Belges ont été plus nombreux à utiliser le net pour s'infor-

mer ou acheter. Notre pays est 2^e pour l'usage des réseaux sociaux, mais 24^e en matière de médias en ligne.

L'administration en ligne (13^e) est le domaine dans lequel la Belgique obtient les moins bons résultats. Les services publics mettent trop peu de données à la disposition des citoyens (21^e), les services en ligne (15^e) sont jugés trop peu compétitifs, les formulaires en ligne sont encore moins disponibles et le nombre d'utilisateurs stagne (40%).

Les Nordiques au top

L'Europe dans son ensemble s'est

améliorée par rapport à 2016. Pas moins de 76% des Européens accèdent à l'internet rapide (plus de 30 Mbps). Dans certains États, un réseau de plus de 100 Mbps est disponible.

«Désormais, 79% des Européens vont au moins trois fois par semaine sur internet pour effectuer des tâches quotidiennes», se réjouit Andrus Ansip, le commissaire européen chargé du

Marché numérique.

Les pays nordiques sont en tête du classement. Dans l'ordre, le Danemark, La Finlande, la Suède et les Pays-Bas. Les trois premiers pays font partie des leaders mondiaux du numérique, aux côtés de la Corée du sud, du Japon et des États-Unis. Les quatre derniers pays, l'Italie, la Grèce, la Bulgarie et la Roumanie, présentent de graves lacunes.

La fracture numérique s'agrandit

En un an, l'écart entre le premier pays européen et le dernier s'est creusé d'un point. La place de l'Italie (25^e) surprend.

La Commission encourage les plus faibles à investir, en développant des outils d'aides, par exemple pour améliorer la connectivité en zone rurale. «On peut monter à bord ou rester sur le quai. Mais pour ceux qui ne prennent pas les choses en main, le résultat sera brutal», dit Andrus Ansip. «La pire des réactions face à ce classement, c'est de dire qu'il s'agit sûrement d'une erreur.»

DESI: CLASSEMENT DES PAYS EUROPÉENS EN 2017

Indice relatif à l'économie et à la société numérique, note sur 100

